

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[2004/200784]

17 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française établissant le Règlement organique du Musée royal de Mariemont

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 4, 4°;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1920 portant acceptation des legs faits à l'Etat belge par feu Raoul Warocqué;

Vu l'arrêté royal du 14 avril 1938 créant le grade de Conservateur du Domaine de Mariemont;

Vu les articles 7 et 8 de l'arrêté royal du 4 octobre 1939 portant règlement organique du Domaine de Mariemont, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif au statut organique des établissements scientifiques de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 25 janvier 1974 modifiant la dénomination du Musée de Mariemont;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2004 instituant le Musée royal de Mariemont en établissement scientifique et fixant sa structure;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 août 1985 établissant le règlement organique du Musée royal de Mariemont, tel qu'il a été modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 30 janvier 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 31 janvier 2002;

Vu le protocole n° 291 du Comité de négociation du Secteur XVII conclu le 4 juin 2003;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 novembre 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports;

Vu la délibération du Gouvernement du 17 décembre 2003,

Arrête :

Article 1^{er}. L'ensemble des collections léguées à l'Etat belge par feu Raoul Warocqué, ainsi que les accroissements qu'elles ont reçus jusqu'à ce jour ou qu'elles pourraient recevoir à l'avenir, sont assimilés à un musée public ayant le statut d'établissement scientifique de la Communauté française et dénommé "Musée royal de Mariemont". Celui-ci relève de la Direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française.

Les collections du Musée comprennent, outre les objets exposés dans les salles publiques ou conservés dans les réserves, les œuvres d'art et les vestiges à caractère archéologique ou historique exposés dans l'enceinte du Domaine tant en plein air que sous abri. Celles-ci sont gérées par le Directeur scientifique et le personnel scientifique du musée.

Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par "le Ministre" le membre du Gouvernement de la Communauté française ayant la Culture dans ses attributions.

Art. 2. En sa qualité d'établissement scientifique de la Communauté française, le Musée royal de Mariemont assume :

1° une mission de recherche scientifique, notamment dans les disciplines dont relèvent les collections qu'il conserve;

2° une mission de service public liée à la première; à ce titre, il présente une partie des collections à l'intention du public, il met en œuvre un accueil du public, des activités pédagogiques, de formation, d'animation et de création ainsi que des services d'information au sens large.

3° une mission de conservation liée aux deux premières, à savoir le maintien ou éventuellement l'amélioration de l'état physique des objets qui constituent les collections, ainsi qu'une mission de valorisation du Patrimoine.

Parmi les activités qui entrent dans le cadre de sa mission de recherche figurent obligatoirement l'établissement d'inventaires scientifiques et la publication de catalogues spécialisés; la publication d'autres études scientifiques, par exemple, sous forme de monographies ou de revues périodiques à caractère scientifique est encouragée.

Les activités de recherche comportent, en outre, l'acquisition par achat, don ou legs d'objets ou de documents destinés à compléter ou illustrer les collections du Musée.

Les activités de présentation et d'accueil, les activités pédagogiques, de formation et de diffusion ont notamment pour but de mettre à la portée et à la disposition du public le résultat des travaux de recherche et de contribuer ainsi à son information et à son enrichissement culturel. Afin de mener à bien ces missions, le Musée veillera au minimum à entourer les objets exposés de l'appareil explicatif nécessaire en recourant à toutes les ressources de la muséologie moderne, y compris les techniques audiovisuelles et de diffusion, la publication de guides et brochures de vulgarisation.

Le Musée veillera également à mettre à disposition du public des activités de diffusion.

Les activités de conservation comprennent principalement la surveillance permanente de tous les objets, tant exposés qu'en réserve, qui constituent les collections afin de constater et, si possible, de prévenir toute dégradation de quelque nature qu'elle soit, le traitement régulier des objets qui l'exigent, notamment ceux qui sont sensibles aux agents atmosphériques, la restauration des objets abîmés ou exhumés au cours de fouilles ou dont l'état physique n'est pas compatible avec les exigences de la recherche scientifique ou de la présentation, ainsi que l'étude et la réalisation des meilleures conditions de conservation suivant la nature et la technique des objets conservés.

Art. 3. Le Musée dispose du personnel nécessaire, de locaux et d'équipements appropriés en vue de l'accomplissement des missions définies à l'article 2.

Il peut, en outre, faire appel au concours d'un ou plusieurs autres établissements scientifiques disposant de personnel spécialisé ou d'équipements dont il ne dispose pas lui-même. Il peut également faire appel à des institutions de recherche publiques ou privées, en ce compris les universités en Belgique ou à l'étranger, à des chercheurs, des éducateurs, des techniciens et des animateurs attachés à un service de la Communauté française ou à un autre pouvoir situé ou non sur le territoire de la Communauté française avec l'accord de l'autorité de tutelle.

Il peut également poursuivre des programmes en commun avec les universités et les facultés universitaires situées sur le territoire de la Communauté française, moyennant l'accord du Ministre compétent ainsi qu'avec d'autres institutions de recherche publiques ou privées situées sur le territoire de la Communauté française.

Art. 4. § 1. L'ensemble du personnel scientifique permanent du Musée est soumis aux arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 portant statut et statut pécuniaire du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française.

§ 2. L'ensemble du personnel non scientifique permanent du Musée est soumis à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 juillet 1996 portant statut et statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française.

Art. 5. § 1. Le Directeur dirige et coordonne, sous l'autorité du Fonctionnaire général dirigeant la Direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française, ci-après appelé le Directeur général, l'ensemble des activités du Musée et est responsable de sa gestion administrative. Il assure l'exécution des arrêtés et règlements ainsi que des décisions du Ministre. Il correspond seul avec les autorités publiques et les autres établissements scientifiques, par la voie du Directeur général de la Culture.

Il définit les programmes de présentation, d'accueil ainsi que les programmes de préservation et de diffusion, en concertation avec le Directeur scientifique et sous l'autorité du Directeur général et répartit entre ces programmes le personnel non scientifique dont il dispose ainsi qu'en concertation avec le directeur scientifique, le personnel scientifique dont il dispose.

§ 2. Le Directeur scientifique, sous l'autorité du Directeur général et du Directeur et, après consultation du Conseil scientifique, définit les programmes de recherche et de conservation. Il répartit, en concertation avec le Directeur, entre ces programmes le personnel scientifique dont il dispose.

Le Directeur veille, toujours sous l'autorité du Directeur général, à la bonne coordination de l'ensemble des programmes. Il répartit entre ces programmes les crédits qui lui sont alloués.

§ 3. Le Directeur, en concertation avec le Directeur scientifique, propose au Ministre compétent, par l'intermédiaire du Directeur général, l'engagement de collaborateurs sous contrat, ainsi que la mise en œuvre d'éventuels programmes de recherche en commun avec d'autres établissements scientifiques et les universités. La même procédure est suivie pour la mise en œuvre de collaboration avec les partenaires définis à l'article 3 du présent règlement.

§ 4. Par l'intermédiaire du Directeur général, le Directeur fait rapport au Ministre chaque année sur l'avancement des programmes de recherche, de présentation, d'accueil et de conservation et lui soumet les propositions qu'il juge utiles en matière de recrutement et d'inscription de crédits au budget de l'exercice suivant. L'établissement du rapport sur les programmes de recherche et de conservation se fait sur base d'un rapport préalablement établi par le directeur scientifique.

Art. 6. Les membres du personnel visé à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif au statut organique des établissements scientifiques de la Communauté française ainsi que les collaborateurs sous contrats sont subordonnés au Directeur. Il leur accorde les congés annuels de vacances et les congés exceptionnels, conformément aux statuts définis à l'article 4 du présent règlement.

Il peut accorder, dans l'intérêt du service, aux membres du personnel de l'établissement, ainsi qu'aux personnes visées à l'article 3, alinéa 2, du présent arrêté, des missions comportant des déplacements d'une durée maximum de quatre jours à l'intérieur du Royaume. Il peut aussi accorder aux mêmes personnes, dans l'intérêt du service, des missions à l'extérieur du Royaume pour autant qu'elles n'impliquent pas de dépenses à charge de la Communauté française et que le pays de destination possède des relations diplomatiques avec la Belgique. Les membres du personnel de l'établissement, ainsi que les personnes visées à l'article 3, alinéa 2, du présent arrêté, bénéficient d'indemnités pour frais de parcours et séjour accordées au personnel des services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 7. Par l'intermédiaire du Directeur général, le Directeur propose au Ministre compétent, en concertation avec le Directeur scientifique, et après consultation des membres du personnel scientifique intéressés, l'acceptation de dons et legs, ainsi que des achats majeurs destinés à compléter les collections conservées dans l'établissement.

Il décide également de la publication des catalogues et ouvrages de vulgarisation qui entrent dans le cadre de la mission de l'établissement, en concertation avec le directeur scientifique.

Art. 8. § 1. Le Directeur peut déléguer les responsabilités limitées qu'il détermine à un ou plusieurs membres du personnel non scientifique statutaire de l'établissement, à l'exception de celles qui lui sont personnellement confiées par l'article 7 du présent arrêté et par les règlements en vigueur.

En son absence, la direction de l'établissement est assurée par le Directeur scientifique ou, à défaut, par le plus ancien membre du personnel scientifique statutaire présent ou par le membre du personnel désigné à cette fin par le Directeur général.

§ 2. Le Directeur scientifique de l'établissement peut, sous l'autorité du Directeur, déléguer les responsabilités limitées qu'il détermine à un ou plusieurs membres du personnel scientifique statutaire de l'établissement.

En son absence, la direction scientifique de l'établissement est assurée par le Directeur ou, à défaut, par le plus ancien membre du personnel scientifique statutaire présent ou par le membre du personnel désigné à cette fin par le Directeur général.

§ 3. On entend par membre du personnel scientifique statutaire le plus ancien, le membre du personnel titulaire du grade le plus élevé et à égalité de grade, le membre le plus âgé.

Art. 9. Les membres du personnel scientifique peuvent être affectés par le Directeur à des tâches connexes telles que documentation, présentation, accueil du public, conservation etc..., dans le cadre des missions définies à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 10. Les membres du personnel scientifique affectés, à temps plein ou à temps partiel, à des tâches de recherche étudient et classent les collections, en dressent et en tiennent à jour les inventaires scientifiques, en rédigent les catalogues spécialisés sous la direction scientifique du directeur scientifique du Musée. Ce dernier peut, en outre, et en concertation avec le directeur, les charger de toute tâche de recherche compatible avec leur formation et leur compétence dans le cadre des disciplines dont relèvent les collections du Musée.

Art. 11. Le Directeur scientifique est tenu d'autoriser les membres du personnel scientifique à consacrer à des travaux personnels 40 % de leur temps normal de service. Cette proportion se calcule par semaine. Si, exceptionnellement, les nécessités du service l'exigent, tant le directeur scientifique que le directeur peuvent suspendre temporairement cette disposition qui doit néanmoins être respectée chaque année civile.

Les travaux menés dans ce cadre doivent nécessairement être en rapport avec les disciplines qui font l'objet de recherches au sein du Musée.

Pour permettre de mener à bien les travaux prévus aux articles 9, 10 et 11, 1^{er} alinéa, le Directeur peut accorder de manière permanente aux membres du personnel scientifique une autorisation de mission à l'extérieur.

Cette autorisation est donnée par le Directeur à la suite d'une requête motivée formulée par le directeur scientifique. Les autorisations sont données dans l'intérêt du Musée.

Le Gouvernement fixe les règles auxquelles correspond cette autorisation extérieure.

Art. 12. Les membres du personnel tant scientifique que non scientifique du Musée ne peuvent constituer pour eux-mêmes des collections d'objets analogues à ceux que conserve le Musée, dans le cas où cette activité serait de nature à entrer en conflit avec les intérêts du Musée. Ils ne peuvent faire d'expertise, ni participer à la rédaction de catalogues de ventes de collections, qu'avec l'autorisation expresse écrite du Directeur qui en informera à chaque fois le Directeur général.

Tout article ou ouvrage scientifique ou de vulgarisation que les membres du personnel publient dans leur spécialité doit porter la mention de leur titre ou fonction dans l'établissement.

S'ils reçoivent une rémunération pour une publication de ce type, ils doivent solliciter au préalable l'autorisation expresse écrite du Directeur.

Art. 13. Le Directeur peut autoriser des tiers à organiser dans les locaux du Musée des manifestations à caractère scientifique ou culturel, à l'exclusion de toute activité à caractère strictement commercial. Il peut, également, moyennant l'accord du Ministre compétent, autoriser des associations ou organismes à y établir leur siège social et à y tenir des réunions.

Les organisateurs des manifestations, les personnes qui y participent, ainsi que les administrateurs, les membres et le personnel des associations et organismes qui ont leur siège social au Musée, sont tenus de se conformer au règlement d'ordre intérieur de celui-ci ainsi qu'aux instructions et décisions du Directeur en matière de sécurité et de discipline. Les différends éventuels sont soumis au Directeur général qui tranche sans appel.

En cas d'infractions répétées au règlement d'ordre intérieur ou aux décisions du Directeur et sur proposition de celui-ci, le Directeur général peut contraindre l'organisme ou l'association coupable de ces infractions à transférer son siège en un autre endroit par simple courrier recommandé adressé au président de son conseil d'administration ou au responsable qui en tient lieu.

Art. 14. Il est institué auprès du Musée un Conseil scientifique composé, en application de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif au statut organique des établissements scientifiques de la Communauté française, de sept membres, à savoir :

1° le Directeur

2° le Directeur scientifique

3° cinq personnalités scientifiques choisies en dehors de l'établissement en raison de leur compétence dans les disciplines scientifiques dont relèvent les collections du Musée.

Les membres visés sub 3° sont nommés par le Gouvernement de la Communauté française sur proposition double du Directeur et du Directeur scientifique ou, à leur défaut, par le Directeur général. Ils sont choisis de préférence parmi les spécialistes de disciplines dans lesquelles le directeur scientifique n'est pas lui-même spécialisé.

Le Conseil se réunit sur convocation de son président, à l'initiative de celui-ci ou à la demande de trois de ses membres. Il ne peut délibérer valablement que si quatre de ses membres au moins sont présents. Les décisions sont prises à la majorité simple.

Les membres du Conseil scientifique bénéficient d'indemnités pour frais de parcours et de séjour accordées au personnel des services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 15. Il est institué auprès du Musée, un Jury de recrutement et de promotion dont la composition et le rôle sont définis à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif au statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française.

Le Jury se réunit sur convocation de son président chaque fois que les circonstances l'exigent. Il ne peut délibérer valablement que si cinq de ses membres au moins sont présents. Un membre empêché peut communiquer son avis par lettre adressée au président ou au rapporteur; cet avis est, à sa demande, annexé au procès-verbal de la délibération. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix; celle du président est prépondérante en cas de partage.

Les membres du Jury bénéficient des indemnités pour frais de parcours et de séjour accordées au personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 16. Il est institué auprès du Musée un Conseil d'établissement composé, en application de l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif au Statut organique des Etablissements scientifiques de la Communauté française, de huit membres, à savoir :

1° le Directeur, en qualité de Président;

2° Le Directeur scientifique;

3° deux membres statutaires, ou stagiaires, du personnel scientifique;

4° quatre membres statutaires, ou stagiaires, du personnel non-scientifique.

Le Président désigne en son sein un secrétaire.

En dehors du Directeur et du Directeur scientifique, dont les mandats sont permanents, les membres visés sub 3 et 4 sont élus respectivement par leurs pairs pour un mandat de quatre ans renouvelable. Le Président est chargé de l'organisation pratique des élections.

Par l'intermédiaire du Directeur général, le Conseil donne ses avis au Ministre sur toutes questions concernant l'accomplissement des tâches du musée, à l'exception de celles qui sont strictement d'ordre scientifique.

Le Conseil se réunit au moins une fois par an, sur demande du Ministre compétent ou du Directeur général, sur convocation du Président ou à la demande de quatre de ses membres. Il ne peut se réunir valablement que si cinq de ses membres au moins sont présents, dont deux du personnel non scientifique.

Art. 17. Compte tenu de la diversité du public qui fréquente le Musée, certains membres du personnel scientifique ou non qui sont en rapport avec le public peuvent être astreints à la connaissance d'autres langues que le français, pour autant que ces langues et le degré de connaissance souhaité aient été clairement notifiés aux intéressés au moment de leur recrutement.

Art. 18. Dans les limites des crédits alloués au Musée, le Directeur est autorisé à ordonner des dépenses et à passer et faire exécuter des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, conformément à l'arrêté du 09.02.1998 du Gouvernement de la Communauté française portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française. Pour l'application de cet article, il est assimilé à un fonctionnaire de rang 15.

En cas d'absence du Directeur d'une durée supérieure à cinq jours ouvrables, le directeur scientifique est autorisé, dans les mêmes limites, à ordonner des dépenses urgentes d'un montant maximum de 1250 euros. Il est habilité en tout temps à viser des factures d'un montant inférieur ou égal. Il est assimilé à un fonctionnaire de rang 12.

Délégations sont également données au Directeur et au Directeur scientifique en matière de personnel, conformément au même arrêté, notamment l'article 7.

Art. 19. Dans son rapport annuel, le Directeur mentionnera notamment :

- 1° la situation du personnel au cours de l'exercice écoulé;
- 2° les publications et les autres activités scientifiques des membres du personnel scientifique;
- 3° la liste des publications éditées par le Musée;
- 4° la liste des objets de collection acquis par achat, don ou legs;
- 5° les statistiques de fréquentation du Musée et de la bibliothèque;
- 6° une synthèse des activités pédagogiques.

Art. 20. Le Gouvernement de la Communauté française arrête le règlement d'ordre intérieur du Musée conformément aux dispositions du présent règlement.

Art. 21. Dans l'attente de l'attribution de l'emploi de Directeur par mandat en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française, le membre du personnel exerçant à quelque titre que ce soit les fonctions de Directeur du Musée de Mariemont est investi de l'ensemble des prérogatives attribuées au Directeur par le présent arrêté.

Art. 22. Le Ministre ayant la Culture dans ses compétences est chargé de l'exécution du présent règlement.

Art. 23. L'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 août 1985 établissant le règlement organique du Musée royal de Mariemont est abrogé.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suit le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 25. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 décembre 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française,
Le Ministre de la Fonction publique,
C. DUPONT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[2004/200784]

17 DECEMBER 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het organiek reglement van het "Musée royal de Mariemont"

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 4, 4°;
Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1920 houdende aanvaarding van de legaten gemaakt aan de Belgische Staat door wijlen Raoul Warocqué;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 april 1938 tot oprichting van de graad van Conservator van het Domein Mariemont;

Gelet op de artikelen 7 en 8 van het koninklijk besluit van 4 oktober 1939 houdende het organiek reglement van het Domein Mariemont, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 houdende het organiek statuut van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 januari 1974 tot wijziging van de benaming van het Museum van Mariemont;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2004 waarbij het "Musée royal de Mariemont" wordt erkend als wetenschappelijke instelling en waarbij zijn structuur wordt vastgesteld;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 1985 houdende het organiek reglement van het Koninklijk Museum Mariemont, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 30 januari 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 31 januari 2002;

Gelet op het protocol nr. 291 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 4 juni 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 november 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 17 december 2003,

Besluit :

Artikel 1. Het geheel van de collecties dat aan de Belgische Staat door wijlen Raoul Warocqué werd nagelaten, alsook de uitbreidingen die ze tot nu toe hebben gekregen en die ze in de toekomst zouden kunnen krijgen, worden gelijkgesteld met een openbaar museum met het statuut van een wetenschappelijke instelling van de Franse Gemeenschap en "Musée royal de Mariemont" genoemd. Deze ressorteert onder de Algemene Directie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Naast de voorwerpen tentoongesteld in de openbare zalen of bewaard in de opslagplaatsen, omvatten de collecties van het Museum de kunstwerken en de archeologische of historische overblijfsels tentoongesteld binnen het Domein zowel in de open lucht als in een schuilplaats. Deze worden beheerd door de Wetenschappelijk directeur en het wetenschappelijk personeel van het museum.

In de zin van dit besluit wordt verstaan onder "de Minister", het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap die bevoegd is voor de Cultuur.

Art. 2. In zijn hoedanigheid van wetenschappelijke instelling van de Franse Gemeenschap wordt het "Musée royal de Mariemont" belast met :

1° een opdracht van wetenschappelijk onderzoek, inzonderheid in de vakken waartoe de collecties die hij bewaart, behoren;

2° een opdracht van openbare dienst die gekoppeld is aan de eerste opdracht; daartoe stelt hij een gedeelte van de collecties aan het publiek tentoon, hij zorgt voor het onthaal van het publiek, de activiteiten betreffende de pedagogie, de opleiding, de animatie en de creatie alsook voor de informatiediensten in een ruime zin.

3° een opdracht van bewaring gekoppeld aan de eerste twee opdrachten, inzonderheid het behoud of eventueel de verbetering van de fysische staat van collectievoorwerpen alsook een opdracht van herwaardering van het Patrimonium.

Behoren verplicht tot de activiteiten die passen in het kader van zijn onderzoeksopdracht het opmaken van wetenschappelijke inventarissen en de publicatie van gespecialiseerde catalogussen; de publicatie van andere wetenschappelijke studies, bijvoorbeeld, in de vorm van monografieën of periodieke tijdschriften met een wetenschappelijk karakter wordt aangemoedigd.

Bovendien omvatten de onderzoeksactiviteiten de aanschaffing door aankoop, schenking of legaten van voorwerpen of documenten die bestemd zijn om de collecties van het Museum aan te vullen of te illustreren.

Het doel van de activiteiten van voorstelling, onthaal, pedagogie, opleiding en verspreiding bestaat in het bijzonder erin het resultaat van de onderzoekswerkzaamheden aan het publiek aan te passen en het ter beschikking van het publiek te stellen en zo bij te dragen tot de informatie en de culture verrijking ervan. Om deze opdrachten goed uit te voeren zal het Museum ten minste ervoor zorgen dat de tentoongestelde voorwerpen door het nodige verklarende apparaat worden omringd waarbij een beroep zal worden gedaan op alle mogelijkheden van de moderne museumkunde, met inbegrip van de audiovisuele en verspreidingstechnieken, de publicatie van gidsen en populair-wetenschappelijke brochures.

Het Museum zal ook ervoor zorgen dat verspreidingsactiviteiten ter beschikking van het publiek zullen worden gesteld.

De bewaringsactiviteiten omvatten voornamelijk de permanente bewaking van zowel alle tentoongestelde als bewaarde collectievoorwerpen om elke beschadiging van welke aard ook vast te stellen en, indien mogelijk, te voorkomen, de regelmatige behandeling van voorwerpen waarvoor deze vereist is, inzonderheid deze die gevoelig zijn voor atmosferische invloeden, de restauratie van beschadigde of opgegraven voorwerpen tijdens hun opgravingen of waarvan de fysische staat niet beantwoordt aan de vereisten inzake wetenschappelijk onderzoek of voorstelling alsook het onderzoek en de uitvoering van de beste bewaringsvoorwaarden volgens de aard of de techniek van de bewaarde voorwerpen.

Art. 3. Het Museum beschikt over het nodige personeel, de geschikte lokalen en uitrustingen om de opdrachten bedoeld in artikel 2 uit te voeren.

Bovendien kan het ook een beroep doen op één of meer andere wetenschappelijke instellingen met het gespecialiseerd personeel of met de uitrusting waarover het zelf niet beschikt. Het kan ook zich wenden tot openbare of privé onderzoeksinstellingen, met inbegrip van de universiteiten in België of in het buitenland, tot onderzoekers, opvoeders, technici of animatoren die behoren tot een dienst van de Franse Gemeenschap of tot een andere macht die al dan niet gevestigd is op het grondgebied van de Franse Gemeenschap, mits toestemming van de toezichthoudende overheid.

Het kan ook gemeenschappelijke programma's ontwikkelen met de universiteiten en de universitaire faculteiten die gevestigd zijn op het grondgebied van de Franse Gemeenschap, mits toestemming van de bevoegde Minister, alsook met andere openbare of privé onderzoeksinstellingen die gevestigd zijn op het grondgebied van de Franse Gemeenschap.

Art. 4. § 1. Het geheel van het vast wetenschappelijk personeel van het Museum wordt onderworpen aan de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 houdende het statuut en het geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Het geheel van het vast niet-wetenschappelijk personeel van het Museum wordt onderworpen aan de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut en het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 5. § 1. De Directeur leidt en coördineert, onder het gezag van de leidend ambtenaar-generaal van de Algemene directie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, hierna "de Directeur-generaal" genoemd, het geheel van de activiteiten van het Museum en is verantwoordelijk voor het administratief beheer ervan. Hij zorgt voor de uitvoering van besluiten en reglementen alsook van beslissingen van de Minister. Hij, alleen, houdt correspondentie met de openbare overheden en met de andere wetenschappelijke instellingen door bemiddeling van de Directeur-generaal van Cultuur.

In overleg met de Wetenschappelijk directeur en onder het gezag van de Directeur-generaal bepaalt hij de programma's betreffende de voorstelling, het onthaal, de bewaring en de verspreiding. Hij verdeelt ook onder deze programma's het niet-wetenschappelijk personeel waarover hij beschikt alsook het wetenschappelijk personeel waarover hij beschikt, en dit in overleg met de wetenschappelijk directeur.

§ 2. De Wetenschappelijk directeur, onder het gezag van de Directeur-generaal en van de Directeur, en na raadpleging van de Wetenschappelijke Raad, bepaalt de onderzoeks- en bewaringsprogramma's. In overleg met de Directeur verdeelt hij onder deze programma's het wetenschappelijk personeel waarover hij beschikt.

De Directeur, altijd onder het gezag van de Directeur-generaal, zorgt voor de goede coördinatie van het geheel van de programma's. Hij verdeelt onder deze programma's de kredieten die hem worden toegekend.

§ 3. De Directeur, in overleg met de wetenschappelijk directeur, stelt aan de bevoegde Minister, door bemiddeling van de Directeur-generaal, de aanwerving van contractuele medewerkers voor, alsook de uitvoering van eventuele gemeenschappelijke onderzoeksprogramma's met andere wetenschappelijke instellingen en de universiteiten. Dezelfde procedure wordt gevolgd voor de uitvoering van de medewerking met de partners bedoeld in artikel 3 van dit reglement.

§ 4. Door toedoen van de Directeur-generaal brengt de Directeur elk jaar verslag uit aan de Minister over de voortgang van de programma's betreffende het onderzoek, de voorstelling, het onthaal en de bewaring en hij legt hem de voorstellen voor die hij nodig acht op het gebied van de aanwerving en inschrijving van kredieten op de begroting van het volgende jaar. Het verslag over de onderzoeks- en bewaringsprogramma's wordt opgesteld op basis van een rapport dat de wetenschappelijk directeur voorafgaandelijk heeft opgemaakt.

Art. 6. De leden van het personeel bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 houdende het organiek statuut van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap alsook de contractuele medewerkers hangen van de Directeur af. Hij kent ze jaarlijks vakantieverlof en buitengewoon verlof toe overeenkomstig de statuten bepaald in artikel 4 van dit reglement.

Hij kan ook, in het belang van de dienst, aan de personeelsleden van de instelling alsook aan de personen bedoeld in artikel 3, tweede lid, van dit besluit, opdrachten toekennen met reizen van hoogstens vier dagen binnen het Koninkrijk. Hij kan ook aan dezelfde personen, in het belang van de dienst, opdrachten toekennen buiten het Koninkrijk voor zover ze geen uitgaven ten laste van de Franse Gemeenschap met zich meebrengen en het bestemmingsland diplomatieke betrekkingen met België onderhoudt. De personeelsleden van de instelling, alsook de personen bedoeld in artikel 3, tweede lid, van dit besluit, ontvangen vergoedingen voor reis- en verblijfkosten toegekend aan het personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 7. Door toedoen van de Directeur-generaal stelt de Directeur aan de bevoegde Minister, in overleg met de Wetenschappelijk directeur, en na raadpleging van de betrokken wetenschappelijke personeelsleden, de aanvaarding van schenkingen en legaten voor, alsook de belangrijkste aankopen om de collectievoorwerpen bewaard in de instelling te vervolledigen.

Hij beslist ook, in overleg met de wetenschappelijk directeur, over de publicatie van catalogussen en populair-wetenschappelijke werken die passen in het kader van de opdracht van de instelling.

Art. 8. § 1. De Directeur kan de beperkte verantwoordelijkheden die hij bepaalt aan één of meer vastbenoemde niet-wetenschappelijke personeelsleden van de instelling delegeren, met uitzondering van deze die hem persoonlijk worden toevertrouwd overeenkomstig artikel 7 van dit besluit en de geldende reglementen.

In zijn afwezigheid wordt de leiding van de instelling waargenomen door de Wetenschappelijk directeur of, bij gebrek hieraan, door het oudste aanwezige vastbenoemde wetenschappelijk personeelslid of door het personeelslid dat daartoe door de Directeur-generaal wordt aangesteld.

§ 2. De Wetenschappelijk directeur van de instelling kan, onder het gezag van de Directeur, de beperkte verantwoordelijkheden die hij bepaalt aan één of meer vastbenoemde wetenschappelijke personeelsleden van de instelling delegeren.

In zijn afwezigheid wordt de wetenschappelijke leiding van de instelling waargenomen door de Directeur of, bij gebrek hieraan, door het oudste aanwezige vastbenoemde wetenschappelijk personeelslid of door het personeelslid dat daartoe door de Directeur-generaal wordt aangesteld.

§ 3. Onder het oudste vastbenoemde wetenschappelijk personeelslid wordt verstaan, het personeelslid met de hoogste graad en bij gelijke graadanciënniteit, het oudste in leeftijd.

Art. 9. De wetenschappelijke personeelsleden kunnen door de Directeur worden aangewezen voor bijbehorende taken zoals documentatie, voorstelling, onthaal van het publiek, bewaring, enz., in het kader van de opdrachten bepaald in artikel 2 van dit besluit.

Art. 10. De voltijdse of deeltijdse wetenschappelijke personeelsleden die voor onderzoekstaken worden aangewezen, onderzoeken en klasseren de collecties, maken wetenschappelijke inventarissen ervan op en houden ze bij, stellen gespecialiseerde catalogussen op onder de wetenschappelijke leiding van de wetenschappelijk directeur van het Museum. Bovendien kan deze, in overleg met de directeur, ze belasten met elke onderzoekstaak die overeenstemt met hun opleiding en hun bevoegdheid in het kader van de vakken waaronder de collecties van het Museum ressorteren.

Art. 11. De Wetenschappelijk directeur is ertoe gehouden de wetenschappelijke personeelsleden een toestemming te verlenen om 40 % van hun normale diensttijd aan persoonlijke werkzaamheden te besteden. Deze verhouding kan per week worden berekend. Indien dit voor de dienst uitzonderlijk vereist is, kunnen zowel de wetenschappelijk directeur als de directeur deze bepaling tijdelijk schorsen die nochtans elk kalenderjaar moet worden nageleefd.

De werkzaamheden uitgevoerd in dit kader moeten noodzakelijk in overeenstemming zijn met de vakken die in het Museum worden onderzocht.

Om de werkzaamheden bedoeld in de artikelen 9, 10 en 11, eerste lid, goed te kunnen uitvoeren kan de Directeur voortdurend de wetenschappelijke personeelsleden een toestemming geven om externe opdrachten uit te voeren.

Deze toestemming wordt door de Directeur verleend naar aanleiding van een met redenen omkleed verzoek van de wetenschappelijk directeur. Toestemmingen worden verleend in het belang van het Museum.

De Regering bepaalt de regels waaraan deze externe toestemming beantwoordt.

Art. 12. Zowel de wetenschappelijke als de niet-wetenschappelijke personeelsleden van het Museum kunnen niet voor zichzelf voorwerpencollecties aanleggen die analoog zijn aan deze die het Museum bewaart, voor zover deze activiteit in strijd zou zijn met de belangen van het Museum. Ze kunnen slechts expertise uitvoeren, verkoopcatalogussen van de collecties opmaken met de uitdrukkelijke schriftelijke toestemming van de Directeur die telkens de Directeur-generaal daarover zal inlichten.

Elk artikel of wetenschappelijk of populair-wetenschappelijk werk dat de personeelsleden in hun vakgebied publiceren, moet hun titel of functie in de instelling vermelden.

Worden ze bezoldigd voor een publicatie van dit soort, dan moeten ze eerst de uitdrukkelijke schriftelijke toestemming van de Directeur vragen.

Art. 13. De Directeur kan derden een toestemming verlenen om wetenschappelijke en culturele manifestaties in de lokalen van het Museum te organiseren, met uitsluiting van enige activiteit met een strikt commercieel karakter. Hij kan ook, mits toestemming van de bevoegde Minister, machtiging verlenen aan verenigingen of instellingen om hun maatschappelijke zetel daar te vestigen en om daar vergaderingen te houden.

De organisatoren van manifestaties, de personen die hieraan deelnemen, alsook de bestuurders, de leden en het personeel van de verenigingen en instellingen die hun maatschappelijke zetel in het Museum hebben gevestigd, zijn ertoe gehouden het huishoudelijk reglement van dit museum na te leven alsook de voorschriften en beslissingen van de Directeur inzake veiligheid en discipline. De mogelijke geschillen zijn onderworpen aan de Directeur-generaal die deze geschillen onherroepelijk beslecht.

Bij herhaalde overtredingen van het huishoudelijk reglement of van de beslissingen van de Directeur en op zijn voorstel, kan de Directeur-generaal de instelling of de vereniging die deze overtredingen heeft gepleegd, ertoe dwingen zijn zetel naar een andere plaats over te dragen, en dit met een gewone aangetekende brief aan de voorzitter van zijn raad van bestuur of aan de verantwoordelijke die hem vervangt.

Art. 14. Er wordt een Wetenschappelijke raad bij het Museum ingesteld die, met toepassing van artikel 7 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 houdende het organiek statuut van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap, uit zeven leden wordt samengesteld, te weten :

1° de Directeur

2° de Wetenschappelijk directeur

3° vijf wetenschappelijke personaliteiten gekozen buiten de instelling wegens hun bevoegdheid in de wetenschappelijke vakken die betrekking hebben op de collecties van het Museum.

De bij sub 3° bedoelde leden worden door de Franse Gemeenschap benoemd op de voordracht van de Directeur en de Wetenschappelijk directeur of, bij hun afwezigheid, door de Directeur-generaal. Ze worden liever gekozen onder de deskundigen van vakken waarin de Wetenschappelijk directeur zelf niet gespecialiseerd is.

De Raad wordt door zijn voorzitter bijeengeroepen, op diens initiatief en op aanvraag van drie leden. Hij kan enkel geldig beraadslagen en beslissen indien minstens vier leden aanwezig zijn. De beslissingen worden bij gewone meerderheid van stemmen genomen.

De leden van de Wetenschappelijke raad genieten de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten toegekend aan het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 15. Er wordt een wervings- en bevorderingscommissie bij het Museum ingesteld waarvan de samenstelling en de rol bepaald worden in artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap.

De commissie wordt door de voorzitter bijeengeroepen telkens als de omstandigheden het vereisen. Ze kunnen enkel geldig beraadslagen en beslissen indien minstens vijf leden aanwezig zijn. Een verhinderd lid kan zijn advies per brief aan de voorzitter of aan de verslaggever meedelen; dit advies wordt, op zijn verzoek, gevoegd bij de notulen van de beraadslaging. De beslissingen worden bij gewone meerderheid van stemmen genomen; de voorzitter heeft een beslissende stem bij staking van stemmen.

De commissie genieten de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten toegekend aan het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 16. Er wordt een Raad van instelling bij het Museum ingesteld die, met toepassing van artikel 10 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 houdende het organiek statuut van de Wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap, uit acht leden wordt samengesteld, te weten :

- 1° de Directeur, in de hoedanigheid van Voorzitter;
- 2° de Wetenschappelijk directeur;
- 3° twee vastbenoemde leden, of stagiairs, van het wetenschappelijk personeel;
- 4° vier vastbenoemde leden, of stagiairs, van het niet-wetenschappelijk personeel.

De Voorzitter stelt uit zijn leden een secretaris aan.

Naast de Directeur en de Wetenschappelijk directeur, wier mandaten permanent zijn, worden de bij sub 3 en 4 bedoelde leden respectievelijk verkozen door hun gelijken voor een vernieuwbare termijn van vier jaar. De Voorzitter wordt belast met de praktische organisatie van de verkiezingen.

Door toedoen van de Directeur-generaal brengt de Raad aan de Minister adviezen uit over alle vragen omtrent de uitvoering van de taken van het museum, met uitzondering van deze die een strikt wetenschappelijk karakter hebben.

Minstens één keer per maand vergadert de Raad, op aanvraag van de bevoegde Minister of van de Directeur-generaal, of wordt hij door de Voorzitter bijeengeroepen, of komt hij bijeen op aanvraag van vier van zijn leden. Hij kan enkel geldig beraadslagen en beslissen indien minstens vijf leden aanwezig zijn, waarvan twee tot het niet-wetenschappelijk personeel behoren.

Art. 17. Gelet op de verscheidenheid van het publiek van het Museum kunnen bepaalde wetenschappelijke of niet-wetenschappelijke personeelsleden die in contact zijn met het publiek, verplicht zijn andere talen dan het Frans te kennen, voor zover deze talen en het gewenste kennisniveau duidelijk aan de betrokkenen bij hun aanwerving meegedeeld werden.

Art. 18. Binnen de perken van de kredieten toegekend aan het Museum wordt de Directeur ertoe gemachtigd om de uitgaven te ordonnanceren en overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten te gunnen en uit te voeren, overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap. Voor de toepassing van dit artikel wordt hij gelijkgesteld met een ambtenaar van rang 15.

In afwezigheid van de Directeur voor een duur hoger dan vijf werkdagen wordt de wetenschappelijk directeur ertoe gemachtigd om, binnen dezelfde perken, dringende uitgaven te ordonnanceren voor een bedrag van hoogstens 1250 euro. Hij mag te allen tijd de facturen met een kleiner of gelijk bedrag van een visum voorzien. Hij wordt gelijkgesteld met een ambtenaar van rang 12.

Delegatie wordt ook verleend aan de Directeur en de Wetenschappelijk directeur inzake het personeel, overeenkomstig hetzelfde besluit, inzonderheid in artikel 7.

Art. 19. In zijn jaarverslag zal de Directeur het volgende vermelden, te weten :

- 1° de toestand van het personeel tijdens het afgelopen boekjaar;
- 2° de publicaties en de andere wetenschappelijke activiteiten van de wetenschappelijke personeelsleden;
- 3° de lijst van publicaties uitgegeven door het Museum;
- 4° de lijst van collectievoorwerpen verworven door aankoop, schenking of legaten;
- 5° de statistieken van bezoek van het Museum en van de bibliotheek;
- 6° een synthese van pedagogische activiteiten.

Art. 20. De Regering van de Franse Gemeenschap stelt het huishoudelijk reglement van het Museum op, overeenkomstig de bepalingen van dit reglement.

Art. 21. In afwachting van de toewijzing van de betrekking van Directeur bij mandaat, met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap wordt het personeelslid dat het ambt van Directeur van het Museum Mariemont, in welke hoedanigheid ook, uitoefent, ertoe gemachtigd om van het geheel van prerogatieven gebruik te maken die door dit besluit aan de Directeur worden toegekend.

Art. 22. De Minister die bevoegd is voor de Cultuur wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 23. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 1985 houdende het organiek reglement van het Koninklijk Museum Mariemont wordt opgeheven.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 25. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 december 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Ambtenarenzaken,
C. DUPONT